

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3084

23 octobre 2014

SOMMAIRE

Aerium Investment Management S.à r.l.	148018	G.T. Experts Comptables S.à r.l.	147989
AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l.	148025	GT Group S.A.	147989
Alcmene S.à r.l.	148013	G.T. Ressources Humaines S.A.	147987
Alternative Natural Solutions S.à r.l.	148010	Hair Fusion S.à r.l.	147993
Antwun S.A.	148007	Halian PSF S.à r.l.	147991
Bernard Beerens S.à r.l.	148008	Halit S.à r.l.	147991
Chai S.A.	147987	InnoPlantes S.A.	147993
Chazur Property S.A.	148031	Les Grands-Montets	147992
ColHighland (Lux) S.à r.l.	147994	Les Résidences Pétrusse S.A.	147993
Estowood S.A.	147989	L.F. Investments S.à r.l.	147993
European Souillac Consultancies S.A.	147989	Libero Acquisition S.à r.l.	147991
European Souillac Consultancies S.A.	147988	Li Zhou S.à r.l.	147991
Falcon Investor S.à r.l.	147988	Lola Investments S.A.	147993
Faster Syndication S.C.A.	147988	Lucien DOUWES Group KG	147992
Feltex SA	147988	Lux 35 Starlight EUR S.à r.l.	147986
Fenestratus S.A.	147988	Lux-Diffusion	147989
Fialbo Finance S.A.	147987	Manhattan Security & Consulting Partners S.A.	147992
Frey Wille Luxembourg	147987	Maraval S.A.	147991
FTF S.à r.l.	147986	Maya Investment S.A.	147990
Gedebo Lux S.à r.l.	147990	PCONE	147986
Gérance PP S.à r.l. par des Propriétaires pour des Propriétaires	147987	Pegas Nonwovens SA	147986
GLT Fiduciaire S.A.	147990	Saphir Capital Partners S.A.	147992
GMO-LUX S.à r.l.	147990	SciPharm S.à r.l.	147992
GMT Fiduciaire S.A.	147990	Summers Holding S.à r.l.	148032
		ZAMH Lux Holdings	147986

PCONE, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5532 Remich, 9, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg B 164.496.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143668/10.

(140162846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pegas Nonwovens SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 112.044.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 11 septembre 2014.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2014143670/13.

(140162763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Lux 35 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 187.688.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143546/10.

(140163355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

FTF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 169.118.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145514/10.

(140165482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ZAMH Lux Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 155.301.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 13 août 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143817/11.

(140162954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Chai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2680 Luxembourg, 10, rue de Vianden.

R.C.S. Luxembourg B 163.044.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014145411/10.

(140165867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

G.T. Ressources Humaines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 16.235.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145519/12.

(140165570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Gérance PP S.à r.l. par des Propriétaires pour des Propriétaires, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8147 Bridel, 18, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 108.052.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gérance PP S.à r.l. par des Propriétaires pour des Propriétaires

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014145520/12.

(140165520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Frey Wille Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 83, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.610.

Les comptes annuels au 31 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145512/10.

(140165626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Fialbo Finance S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 19.790.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145499/10.

(140165853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Faster Syndication S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 133.434.

Le Bilan du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145491/10.

(140165542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Fenestratus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 131.100.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145494/10.

(140165483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

European Souillac Consultancies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 54.728.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

Référence de publication: 2014145481/10.

(140165608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Feltex SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 151.111.

Hiermit kündige ich unser Mandat als Kommissar der Feltex SA (R.C.S. Luxembourg B151111) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 17/09/2014.

CG International AG

Voegele

Verwaltungsratsvorsitzender

Référence de publication: 2014145485/12.

(140165365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Falcon Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Falcon Investor S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Signature

Référence de publication: 2014145490/12.

(140165573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

G.T. Experts Comptables S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 121.917.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145518/12.

(140165534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

GT Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 174.822.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145541/12.

(140165341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

European Souillac Consultancies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 24, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 54.728.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18/09/2014.

Référence de publication: 2014145479/10.

(140165606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Estowood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 139.452.

Par la présente, veuillez prendre note de ma démission à compter de ce jour en tant qu'administrateur et administrateur délégué de la société Estowood S.A. numéro d'immatriculation B 139.452

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Stefano GRIUFFRA.

Référence de publication: 2014145473/10.

(140165921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Lux-Diffusion, Société Anonyme.

Siège social: L-4620 Differdange, 51, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 41.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145631/10.

(140165643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

GMO-LUX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 169.625.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145536/10.

(140165989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

GMT Fiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 163.101.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145537/12.

(140165343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

GLT Fiduciaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6492 Echternach, 2, rue Thoull.

R.C.S. Luxembourg B 122.426.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145535/12.

(140165422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Gedebo Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-9780 Wincrange, Maison 62A.

R.C.S. Luxembourg B 175.045.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145529/10.

(140165404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Maya Investment S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 175.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145648/10.

(140165480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Halit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 170.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145550/10.

(140165988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Halian PSF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 136.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145549/10.

(140165548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Maraval S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 172.948.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014145647/10.

(140165907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Li Zhou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3509 Dudelange, 10, rue Lentz.
R.C.S. Luxembourg B 154.865.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour LI ZHOU SARL

Signature

Référence de publication: 2014145625/12.

(140165463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Libero Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 160.280.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 28 juillet 2014 tenue au siège social

L'associé unique décide de nommer la société à responsabilité limitée KPMG Audit S.à.r.l, ayant son siège social, 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B103590 en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'année fiscale 2014.

Référence de publication: 2014145607/12.

(140165980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Manhattan Security & Consulting Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 76.015.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145646/12.

(140165667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Saphir Capital Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 150.152.

EXTRAIT

En date du 17 Septembre 2014, les actionnaires ont pris la résolution d'accepter la démission de Monsieur Marc Smit en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 1^{er} septembre 2014.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 Septembre 2014.

Référence de publication: 2014145744/12.

(140165566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

SciPharm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 150.938.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145745/10.

(140165351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Les Grands-Montets, Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 6, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 101.888.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145617/10.

(140165957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Lucien DOUWES Group KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-9905 Troisvierges, 37, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 170.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145609/10.

(140165630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Hair Fusion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3236 Bettembourg, 20, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.507.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAIR FUSION S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014145548/12.

(140165563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

L.F. Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 165.139.

Rectificatif du dépôt L140145740 déposé le 12/08/2014

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18/09/14.

Signature.

Référence de publication: 2014145604/11.

(140165618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Les Résidences Pétrusse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 117.599.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2014145606/10.

(140165361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Lola Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 144.867.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145628/10.

(140165481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

InnoPlantes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5432 Kapenacker, 1, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg B 175.121.

Je soussigné Dr Claude Schmit, demeurant Weidegasse 14, D-54290 Trier, vous informe par la présente de ma démission avec effet immédiat en tant qu'administrateur de la société InnoPlantes S.A., établie à L-5432 Kapenacker, 1, rue de la Forêt, inscrite sous le no. RCS: B 175121.

Trier, le 18 septembre 2014.

Dr Claude Schmit.

Référence de publication: 2014145555/11.

(140165761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ColHighland (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 182.731.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of September.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)

THERE APPEARED:

ColFin Highland UK 13 Funding, LLC, a Limited Liability Company incorporated under the laws of Delaware, USA, registered with the Delaware Division of Corporations under the number 5449973 and whose registered office is at 2711 Centerville Road, suite 400, DE-19808 Wilmington, Delaware, USA

Hereby represented by Ms. Flora Gibert jurist, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal dated August, 2014.

The said power of attorney, initialled ne varietur by the attorney-in-fact of the appearing party and the notary, shall remain attached to the present deed and be submitted to be filed with such deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as aforesaid, has requested the undersigned notary to record the following:

1. The Company ColHighland (Lux) S.à r.l (formerly named Aegle (Lux) S.à r.l.), a private limited liability company (Société à Responsabilité Limitée), having its registered office at 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182.731 (the "Company"), has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, the undersigned notary, dated 12 December 2013 (the "Articles"), published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 3 February 2014 under number 300.

The Articles were amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated July 14, 2014 and not yet published in the Memorial C.

2. The share capital of the Company currently amounts to EUR 12 600 (twelve thousand six hundred Euros), divided into 12 600 (twelve thousand six hundred) shares with a par value of € 1 (one Euro) per share, fully paid up.

3. The appearing party is the sole shareholder of the Company (hereinafter the "Sole Shareholder") as holding the entire share capital of the Company and in this capacity, has full power and authority to take, under the present deed, the decisions relating to the following items:

1. Acknowledgement of the resignation of SAGICAP S.A. as sole manager of the Company as of the date of the present deed, and decision to grant it discharge for the performance of its duties.

2. Appointment of Colony Luxembourg S.à r.l. as sole manager (gérant unique) of the Company, with effect as of the date of the present deed and for an indefinite period of time.

3. Transfer of the registered office, effective as of 1st August 2014

4. Conversion of the share capital of the Company from its current currency expressed in Euro (EUR) into British Pounds (GBP) on the basis of the exchange rate on 7 August 2014 according to which EUR 1 is the equivalent of 0.794 GBP and subsequent amendment of the par value of the shares of the Company to one penny (0.01 GBP) per share by splitting the existing shares into 1,000,440 shares of 0.01 GBP each, effective as of 7 August 2014.

5. Increase of the share capital of the Company by an amount of GBP 1,995.60.- (one thousand nine hundred ninety-five British Pounds sixty pence) so as to raise it from its current amount of GBP 10,004.40 (ten thousand four British Pounds forty pence) to GBP 12,000.- (twelve thousand British Pounds) by the issue of 199,560.- (one hundred ninety-nine thousand five hundred sixty) new shares with a par value of GBP 0.01.- (one penny) per share, to be fully paid up through a contribution in cash; Subscription and payment by the sole shareholder of the new shares by way of a contribution in cash.

6. Reverse split 1:100 of the Company shares.

7. Submission of the Company to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the Securitisation Law) with amendment of the object clause of the Company which shall read as follows:

" 2. Corporate Object.

2.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

2.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

2.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

- a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities, loans, or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;
- b) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Manager or any person appointed for such purpose shall approve at such time;
- c) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;
- d) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;
- e) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;
- f) lend or raise funds, issue bonds, notes or any other form of debt instruments (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and
- g) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

2.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

8. Full restatement of the articles of association of the Company (the "Articles").

In the light of the above, the Appearing Party requested the undersigned notary to enact the adoption, in its capacity of Sole Shareholder of the Company, of the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder acknowledges the resignation of SAGICAP S.A. as sole manager of the Company as of the date of the present deed, and resolves to grant it full discharge for the performance of its duties up to its resignation.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint Colony Luxembourg S.à r.l., as sole manager (gérant unique) of the Company, with effect as of the date of the present deed and for an indefinite period of time.

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to transfer the registered office of the Company from its current location at 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg to establish it at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, effective 1st August 2014.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to convert the share capital of the Company from its current currency expressed in Euro (EUR) into British Pounds (GBP) on the basis of the exchange rate on 7 August 2014 as set on the European Central Bank website and according to which EUR 1 is the equivalent of 0.794 GBP.

As a result of this conversion, the share capital amounts to GBP 10,004.40 (ten thousand four British Pounds forty pence), effective as of 7 August 2014.

The Sole Shareholder further resolves to amend the par value of the shares to one penny (GBP 0.01) per share by splitting the existing shares into 1,000,440 shares (one million four hundred forty) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) per share, effective as of 7 August 2014.

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company by an amount of GBP 1,995.60.- (one thousand nine hundred ninety-five British Pounds sixty pence) so as to raise it from its current amount of GBP 10,004.40 (ten thousand four British Pounds forty pence) to GBP 12,000.- (twelve thousand British Pounds) by the issue of 199,560.- (one hundred ninety-nine thousand five hundred sixty) new shares with a par value of GBP 0.01.- (one penny) per share, (the "New Shares"), the whole to be fully paid up by a contribution in cash.

Subscription - Payment

The sole shareholder hereby declares that it subscribes for all the 199,560 shares newly issued by the Company and that it fully pays up such shares by means of a contribution in cash in an aggregate amount of 1,995.60 (one thousand nine hundred ninety-five British Pounds sixty pence), which is entirely allocated to the share capital of the Company.

Evidence of the payment of the contribution in cash has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the contribution on the Company's bank account.

As a result of this capital increase, the Company 'shares capital amounts to 12,000 GBP divided into 1,200,000 shares with a par value of 0.01 GBP per share.

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides to reduce the number of shares, while maintaining the Company' share capital in the amount of GBP 12,000, by carrying out a reverse split where 100 existing shares are combined into one (1) new share.

This reverse split is implemented by means of automatic exchange of the 1,200,000 existing shares with the current par value of one penny (GBP 0.01) per share, for 12,000 new shares with a par value of one British pound (GBP 1.00) per share, so that the Company 'share capital which amounts to GBP 12,000 (twelve thousand British pounds) is now divided into 12,000 (twelve thousand) shares with a par value of one (1) pound per share.

Seventh resolution

The Sole Shareholder resolves to submit the Company to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the Securitisation Law) and to amend consequently the object clause of the Company which shall read as follows:

“ 2. Corporate Object.

2.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

2.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

2.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities, loans, or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

b) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Manager or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

c) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

d) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

e) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

f) lend or raise funds, issue bonds, notes or any other form of debt instruments (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and

g) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

2.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

Eighth resolution

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles, which shall forthwith read as follows

RESTATED ARTICLES

1. Form - Corporate name.

1.1 The Company exists under the form of a "Société à responsabilité limitée" and is governed by the law of August 10, 1915 on Commercial Companies and amendments thereto (the "Law") and by the present articles (the "Articles"). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitization, as amended (the "Securitization Law").

1.2 The Company exists under the corporate name of "ColHighland (Lux) S.à r.l." (the "Company").

2. Corporate object.

2.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

2.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

2.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

- a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities, loans, or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;
- b) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Manager or any person appointed for such purpose shall approve at such time;
- c) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;
- d) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;
- e) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;
- f) lend or raise funds, issue bonds, notes or any other form of debt instruments (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and
- g) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.e. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

2.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

3. Compartments.

3.1 In accordance with the Securitization Law, the Manager or the Board of Managers (as the case may be) is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

3.2 Subject to article 4.4 below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors there under and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

3.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment that are not attributable to any outstanding securities, the Manager or the Board of Managers may allocate such assets to one or several other compartment(s) or to the general estate of the Company.

3.4 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specified compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Manager or the Board of Managers between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

3.5 The Manager or the Board of Managers or their delegates shall establish and maintain separate accounting records for each compartment of the Company.

3.6 The liquidation of a compartment is decided by the Manager or the Board of Managers.

4. Duration. The Company is established for an unlimited period.

5. Registered office. The registered office is established in the municipality of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company. The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

6. Share capital.

6.1 The share capital is fixed at twelve thousand British pounds (GBP 12,000.-) represented by twelve thousand (12,000) shares (hereafter referred to as the "Shares" and each as a "Share"). Each Share has a nominal value of one pound (GBP 1.-). The holder(s) of the Shares is/are together referred to as the "Shareholder(s)".

6.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share shall be transferred. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the

Company may redeem from its/their Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate to the legal reserve.

7. Amendments to the share capital. The share capital may be increased or reduced at any time by a decision of the sole shareholder or of the general meeting of the shareholders, in accordance with article 18 of these articles of association.

8. Profit sharing. Each share entitles to dividend distributions in direct proportion to the number of shares in existence.

9. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

10. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, apply to the Company.

11. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and profits to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders.

The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 18 of these articles of association.

12. Death, Suspension of civil rights, Insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company.

13. Bonds, Notes and other debt instruments or certificates. The Company may issue bonds, notes or any other debt instruments or certificates under registered form. Bonds, notes or other debt instruments or certificates under registered form may not be exchanged or converted into bearer form. The Company is not able to make public offerings to the extent prohibited by the Law or the Securitization Law.

14. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The board of managers shall appoint a chairman from among its members. The chairman will chair all meetings of the board of managers. In his/her absence, the other members of the board of managers may appoint a chairman pro tempore who will chair the relevant meeting by simple majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the chairman or the chairman pro tempore, as the case may be, shall have a casting vote.

In dealing with third parties, the sole manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the power of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may delegate their powers for specific tasks (including the delegation of the performance of specific day-to-day management powers pertaining to transactions effected in the normal course of business) to one or several ad hoc agents. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine each agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/her/its agency.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers may deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers.

In case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers may be convened by any manager.

This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his/her/its proxy. A manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate. The participation by a manager in a meeting by conference call, videoconference or by other similar means of communication mentioned above shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers or the chairman pro tempore, as the case may be. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

Notwithstanding the foregoing, resolutions of the board of managers may also be passed in writing in which case such circular resolutions shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager.

The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. Such circular resolutions are deemed to be taken in Luxembourg.

15. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

16. Independent auditor(s). The accounts of the Company are audited by one or more independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises) appointed by the Manager or the Managers (as the case may be).

The independent auditor(s) is/are appointed amongst the members of the Institut des Réviseurs d'Entreprises for a determined period.

The independent auditor(s) is/are re-eligible.

17. General meetings of the shareholders. An annual general meeting of the shareholder(s) shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

Other general meetings of the shareholder(s) may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The shareholder(s) of the Company shall be convened by written notice, including the agenda of the meeting, to all general meetings of the shareholder(s). Written meeting notices shall be sent by registered mail to all the shareholders at least eight days in advance of the general meetings of the shareholder(s).

If all the shareholders of the Company are present or represented at a general meetings of the shareholder(s), and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the general meeting of the shareholder(s), the general meeting of the shareholder(s) may be held without prior notice.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

18. Shareholders' voting rights, Quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he/she/it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his/her/its shareholding.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

19. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

20. Financial statements. The sole manager or the board of managers, as the case may be, shall draw up the annual accounts of the Company that shall be submitted to the approval of the general meeting of the shareholder(s).

21. Appropriation of profits, Reserves. From the annual net profits of the Company (if any), 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts

to 10% (ten per cent.) of the share capital of the Company, but shall again be compulsory if the legal reserve falls below 10% (ten per cent.) of the share capital of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall decide on the allocation of the annual results and the declaration and payments of dividends, as the case may be, in accordance with this article 18.

The shareholder(s) or the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may, subject to applicable law, decide to pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including share premium.

22. Liquidation. The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the Shareholders representing three-quarters of the Company' share capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

23. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Declaration

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the attorney-in-fact of the appearing party, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois septembre

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, soussigné,

A COMPARU

ColFin Highland UK 13 Funding, LLC, a Limited Liability Company constituée sous la loi du Delaware, USA immatriculée auprès du Registre des sociétés du Delaware sous le numéro 5449973 et ayant son siège social au 2711 Centerville Road, suite 400, DE-19808 Wilmington, Delaware, USA,

Représenté aux présentes par Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée délivrée par le mandant en date du 9 juillet 2014, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le Mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Le Comparant, dûment représenté comme indiqué ci-dessus, requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1. La Société ColHighland (Lux) S.à r.l (précédemment dénommée Aegle (Lux) S.à r.l.), société à responsabilité limitée, dont le siège social est 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.731 (ci-après désignée «la Société»), a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, Notaire soussigné, le 12 Décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations le 3 février 2014 numéro 300;

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le Notaire soussigné, le 14 juillet 2014, non encore publié au Mémorial.

2. Le capital social de la Société s'élève actuellement à EUR 12 600 (douze mille six cents Euros), représenté par 12 600 parts sociales d'une valeur nominale unitaire de € 1 (one Euro) chacune, entièrement libérées.

3. Le comparant est l'associé unique de la Société (ci-après désigné «l'Associé Unique») comme détenant l'intégralité du capital social de la Société et a, en cette qualité, tous pouvoirs pour prendre, aux termes du présent acte, les décisions portant sur les points suivants:

1. Démission de SAGICAP S.A. de ses fonctions de gérant unique de la Société avec effet à la date du présent acte et décision de lui donner décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

2. Nomination de Colony Luxembourg S.à r.l. en qualité de gérant unique de la Société, avec effet à la date du présent acte et pour une durée indéterminée.

3. Transfert du siège social avec effet au 1^{er} août 2014.

4. Conversion de la devise du capital social de la Société de l'Euro (EUR) en livres sterling (GBP) au taux de change applicable au 7 août 2014, de EUR 1 = 0,794 GBP et modification subséquente de la valeur nominale des parts de la Société fixée à un penny (0.01 GBP) en fractionnant les parts existantes en 1.000.440 parts d'une valeur nominale de 0.01 GBP chacune, avec effet au 7 août 2014.

5. Augmentation du capital social de la Société à hauteur d'un montant de GBP 1,995.60 (mille neuf cent quatre vingt quinze mille GBP soixante pence) afin de le porter de son montant actuel de GBP 10,004.40 (dix mille quatre GBP quarante pence) à GBP 12,000.- (douze mille GBP) par la création et l'émission de 199,560 (cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent soixante) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale unitaire de GBP 0.01.- (un penny), à libérer intégralement en numéraire,;

Souscription et paiement par l'Associé Unique des nouvelles parts sociales par voie d'apport en numéraire,

6. Regroupement des parts sociales de la Société sur base d'un ratio de 100 parts existantes pour une nouvelle part sociale.

7. Soumission de la Société à la loi luxembourgeoise du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée ("Loi Titrisation") avec modification de l'article définissant l'objet social de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« **2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est d'agir comme acquéreur et/ou émetteur dans le contexte d'une ou plusieurs opérations de titrisation régies par la Loi Titrisation.

2.2 La Société peut entrer dans toute transaction par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité, des risques liés à des créances, d'autres avoirs ou dettes de tiers ou inhérentes à tout ou partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou l'acceptation de ces risques par la Société sera financée par l'émission de titres par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société.

2.3 Nonobstant le caractère général de ce qui précède, la Société peut en particulier:

a) souscrire à ou acquérir de toute manière appropriée toutes valeurs mobilières, prêts ou autres instruments financiers (dans le sens le plus large du terme) émis par des institutions ou organisations internationales, Etats souverains, sociétés publiques ou privées;

b) vendre, transmettre, céder, nantir ou autrement disposer de ses actifs de la manière et pour une rémunération telle que le Gérant ou la personne nommée à cet effet approuvera de temps à autres;

c) dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses avoirs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et fournir, dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation, toutes sortes de garanties et de droits de gage, par voie d'hypothèque, nantissement, sûreté ou par d'autres moyens sur tous les avoirs et droits détenus par la Société;

d) dans le cadre de la gestion de ses biens, conclure des opérations de prêt ou d'échange de valeurs mobilières, et de mise en pension;

e) conclure et exécuter des opérations sur instruments dérivés (incluant, sans être limitées, des swaps, des futures, des échanges, des produits dérivés et des options) et des transactions similaires;

f) prêter ou lever des fonds, émettre des obligations ou toute autre forme de titres représentatifs d'une dette (y compris par voie d'intérêt de participation) ou de capital dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société; et

g) conclure des conventions de prêts comme emprunteur dans le cadre de la Loi Titrisation, en particulier dans le but d'obtenir le financement nécessaire pour acquérir ou accepter ces risques (c'est-à-dire avant l'émission de titres ou plus généralement, lorsque la Société agit comme véhicule d'acquisition), afin de se conformer à tout paiement ou toute obligation qu'elle a par rapport à ses titres ou par rapport à tout contrat conclu dans le contexte de ses activités.

2.4 La Société peut prendre toute mesure pour protéger ses droits et faire toute opération quelconque qui soit directement ou indirectement liée à ou utile pour son objet social et qui peut promouvoir son accomplissement ou son développement."

8. Refonte des statuts de la Société (les "Statuts")

En considération de ce qui précède, le Comparant requiert le notaire soussigné d'acter l'adoption, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique prend acte de la démission SAGICAP S.A. de ses fonctions de gérant unique de la Société avec effet à la date du présent acte et décide de lui accorder décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat jusqu'à cette date.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer Colony Luxembourg S.à r.l. en qualité de gérant unique de la Société avec effet à la date du présent acte et pour une durée indéterminée.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société du 2-4, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2014.

Quatrième résolution

L'Associé unique décide de convertir la devise du capital social de la Société, soit l'Euro (EUR), en Livre Sterling (GBP) au taux de change de EUR 1 = 0,794 GBP, tel que fixé au 7 août 2014 et publié sur le site internet de la Banque Européenne Centrale.

Par suite de cette conversion, le capital de la Société s'élève à GBP 10.004,40 (dix mille quatre GBP quarante pence) avec effet au 7 août 2014.

L'Associé Unique décide en outre de modifier la valeur nominale des parts sociales qu'il fixe à un penny (GBP 0,01) en fractionnant les parts existantes en 1.000.440 parts d'une valeur nominale unitaire de 0.01 GBP, avec effet au 7 août 2014.

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société à hauteur d'un montant de GBP 1.995,60 (mille neuf cent quatre vingt quinze mille GBP soixante pence) afin de le porter de son montant actuel de GBP 10.004,40 (dix mille quatre GBP quarante pence) à GBP 12.000 (douze mille GBP) par la création et l'émission de 199.560 (cent quatre vingt dix neuf mille cinq cent soixante) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale unitaire de GBP 0,01.- (un penny), à libérer intégralement en numéraire.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare souscrire la totalité des 199.560 parts sociales nouvellement émises par la Société et les libérer intégralement par voie d'apport en numéraire d'un montant global de GBP 1.995,60 (mille neuf cent quatre-vingt-quinze mille GBP soixante pence) qui est entièrement affecté au compte du capital de la Société.

Preuve de l'existence de l'apport en numéraire a été donnée au notaire soussigné au moyen d'un certificat de blocage confirmant la mise à disposition du montant de l'apport sur le compte bancaire de la Société.

Suite à cette augmentation de capital, le capital social de la Société s'élève à 12.000 GBP représenté par 1.200.000 parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 0,01 GBP.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de réduire le nombre des parts sociales, tout en maintenant le capital social de la Société de 12.000 GBP, en procédant à un regroupement des parts sociales à raison de 100 parts existantes pour une part nouvelle.

Ce regroupement s'opère par l'échange automatique des 1.200.000 parts sociales existantes d'une valeur nominale unitaire d'un penny (GBP 0.01) contre 12.000 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale unitaire d'une Livre Sterling (GBP 1.00), de sorte que le capital social de la Société qui s'élève à GBP 12.000 (douze mille GBP) se trouve dorénavant représenté par 12.000 (douze mille) parts sociales d'une valeur nominale unitaire d'une Livre Sterling (GBP 1).

Septième résolution

L'Associé Unique décide de soumettre la Société à la loi luxembourgeoise datée du 22 mars 2004 relative à la titrisation, tel que modifiée ("Loi Titrisation") et de modifier en conséquence l'article définissant l'objet de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

« 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est d'agir comme acquéreur et/ou émetteur dans le contexte d'une ou plusieurs opérations de titrisation régies par la Loi Titrisation.

2.2 La Société peut entrer dans toute transaction par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité, des risques liés à des créances, d'autres avoirs ou dettes de tiers ou inhérentes à tout ou partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou l'acceptation de ces risques par la Société sera financée par l'émission de titres par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société.

2.3 Nonobstant le caractère général de ce qui précède, la Société peut en particulier:

a) souscrire à ou acquérir de toute manière appropriée toutes valeurs mobilières, prêts ou autres instruments financiers (dans le sens le plus large du terme) émis par des institutions ou organisations internationales, Etats souverains, sociétés publiques ou privées;

b) vendre, transmettre, céder, nantir ou autrement disposer de ses actifs de la manière et pour une rémunération telle que le Gérant ou la personne nommée à cet effet approuvera de temps à autres;

c) dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses avoirs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et fournir, dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation, toutes sortes de garanties et de droits de gage, par voie d'hypothèque, nantissement, sûreté ou par d'autres moyens sur tous les avoirs et droits détenus par la Société;

d) dans le cadre de la gestion de ses biens, conclure des opérations de prêt ou d'échange de valeurs mobilières, et de mise en pension;

e) conclure et exécuter des opérations sur instruments dérivés (incluant, sans être limitées, des swaps, des futures, des échanges, des produits dérivés et des options) et des transactions similaires;

f) prêter ou lever des fonds, émettre des obligations ou toute autre forme de titres représentatifs d'une dette (y compris par voie d'intérêt de participation) ou de capital dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société; et

g) conclure des conventions de prêts comme emprunteur dans le cadre de la Loi Titrisation, en particulier dans le but d'obtenir le financement nécessaire pour acquérir ou accepter ces risques (c'est-à-dire avant l'émission de titres ou plus généralement, lorsque la Société agit comme véhicule d'acquisition), afin de se conformer à tout paiement ou toute obligation qu'elle a par rapport à ses titres ou par rapport à tout contrat conclu dans le contexte de ses activités.

2.4 La Société peut prendre toute mesure pour protéger ses droits et faire toute opération quelconque qui soit directement ou indirectement liée à ou utile pour son objet social et qui peut promouvoir son accomplissement ou son développement."

Huitième résolution

Les Associés décident de refondre entièrement les Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

STATUTS COORDONNES

1. Forme - Dénomination.

1.1 La Société existe sous la forme d'une société à responsabilité limitée et est régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures (la «Loi»), ainsi que par les Statuts. La Société est soumise aux dispositions de la Loi Titrisation et se qualifie comme société de titrisation au sens de la Loi Titrisation.

1.2 La Société a pour dénomination "ColHighland (Lux) S.à r.l." (la «Société»).

2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est d'agir comme acquéreur et/ou émetteur dans le contexte d'une ou plusieurs opérations de titrisation régies par la Loi Titrisation.

2.2 La Société peut entrer dans toute transaction par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité, des risques liés à des créances, d'autres avoirs ou dettes de tiers ou inhérentes à tout ou partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou l'acceptation de ces risques par la Société sera financée par l'émission de titres par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société.

2.3 Nonobstant le caractère général de ce qui précède, la Société peut en particulier:

a) souscrire à ou acquérir de toute manière appropriée toutes valeurs mobilières, prêts ou autres instruments financiers (dans le sens le plus large du terme) émis par des institutions ou organisations internationales, Etats souverains, sociétés publiques ou privées;

b) vendre, transmettre, céder, nantir ou autrement disposer de ses actifs de la manière et pour une rémunération telle que le Gérant ou la personne nommée à cet effet approuvera de temps à autres;

c) dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses avoirs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et fournir, dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation, toutes sortes de garanties et de droits de gage, par voie d'hypothèque, nantissement, sûreté ou par d'autres moyens sur tous les avoirs et droits détenus par la Société;

d) dans le cadre de la gestion de ses biens, conclure des opérations de prêt ou d'échange de valeurs mobilières, et de mise en pension;

e) conclure et exécuter des opérations sur instruments dérivés (incluant, sans être limitées, des swaps, des futures, des échanges, des produits dérivés et des options) et des transactions similaires;

f) prêter ou lever des fonds, émettre des obligations ou toute autre forme de titres représentatifs d'une dette (y compris par voie d'intérêt de participation) ou de capital dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société; et

g) conclure des conventions de prêts comme emprunteur dans le cadre de la Loi Titrisation, en particulier dans le but d'obtenir le financement nécessaire pour acquérir ou accepter ces risques (c'est-à-dire avant l'émission de titres ou plus généralement, lorsque la Société agit comme véhicule d'acquisition), afin de se conformer à tout paiement ou toute obligation qu'elle a par rapport à ses titres ou par rapport à tout contrat conclu dans le contexte de ses activités.

2.4 La Société peut prendre toute mesure pour protéger ses droits et faire toute opération quelconque qui soit directement ou indirectement liée à ou utile pour son objet social et qui peut promouvoir son accomplissement ou son développement.

3. Compartiments.

3.1 En conformité avec la Loi Titrisation, le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas) peut créer un ou plusieurs compartiments correspondant chacun à une partie séparée du patrimoine de la Société.

3.2 Sous réserve de l'articles 4.4 ci-dessous, tous les actifs alloués à un compartiment sont exclusivement disponibles pour les investisseurs et créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

3.3 Nonobstant ce qui précède, si, suite au rachat ou au remboursement total des dettes de la société attribuable à un compartiment et à la satisfaction totale et au paiement de toutes les obligations de la Société envers les créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de telles dettes ou de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment, il reste des actifs dans un tel compartiment qui ne doivent pas être alloués à un titre existant, le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas) peut allouer de tels actifs à un ou plusieurs autres compartiments ou au patrimoine général de la Société.

3.4 Les créances qui ne sont pas nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation d'un compartiment spécifique peuvent être payées du patrimoine général de la Société ou peuvent être réparties par le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas) entre les compartiments de la société au pro rata des actifs de ces compartiments ou sur une telle autre base considérée comme appropriée.

3.5 Le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas) ou leurs mandataires établiront et maintiendront des comptes séparés pour chaque compartiment de la Société.

3.6 La liquidation d'un compartiment est décidée par le Gérant ou le Conseil de Gérance (selon le cas).

4. La durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance. La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

6. Share capital.

6.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille Livres Sterling (GBP 12.000) représenté par douze mille (12.000) Parts Sociales. Chaque part sociale a une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1).

6.2 En sus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société pourrait racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte nette, pour faire des distributions à des Associé(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être augmenté ou réduit moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée générale des associés, conformément à l'article 18 des présents statuts.

8. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit aux distributions de dividende proportionnellement au nombre des parts existantes.

9. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

10. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

11. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou profits à cet effet.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 18 des statuts sont d'application.

12. Décès, Interdiction, Faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

13. Obligations, Titres et autres instruments de dette. La Société pourra émettre des obligations, titres et autres instruments de dette sous forme nominative. Ces obligations, titres et autres instruments de dette sous forme nominative ne pourront pas être échangés ou convertis en titres au porteur. La Société ne pourra pas procéder à une offre publique dans la mesure où la Loi ou la Loi de Titrisation l'interdit.

14. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le conseil de gérance désignera un président parmi ses membres. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance de la Société. En son absence, les autres membres du conseil de gérance peuvent nommer un président pro tempore qui présidera la réunion du conseil de gérance, pour laquelle il/elle aura été désigné, par une simple majorité des voix des gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de partage des voix, le président ou selon le cas, le président pro tempore, aura une voix prépondérante.

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux (2) gérants quelconques.

Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques (y compris la délégation de compétence pour des actes spécifiques usuels dans le cadre d'opérations effectuée à des conditions normales) à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera la responsabilité de chaque mandataire, sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer. La participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication auquel est fait référence ci-dessus sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les décisions du conseil de gérance peuvent également être prises par écrit, et dans ce cas, de telles résolutions circulaires consisteront en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. De telles résolutions circulaires seront considérées comme ayant été tenue à Luxembourg.

15. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

16. Réviseur(s) d'entreprises. Les comptes de la Société sont audités par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommés par le ou les gérants (selon le cas).

Les réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont nommé(s) pour une période déterminée parmi les réviseur(s) d'entreprises agréé(s) par Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont rééligible(s).

17. Assemblées générale des associés. Une assemblée générale annuelle de l'associé unique ou des associés se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune de son siège social à préciser dans la convocation à l'assemblée.

D'autres assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places indiqués dans la convocation.

L'associé unique ou les associés seront convoqués par écrit à toutes les assemblées générales de l'associé unique ou des associés. La convocation devra comporter l'ordre du jour de l'assemblée générale et doit être envoyée par lettre

recommandée à tous les associés au moins huit jours avant la tenue de l'assemblée générale de l'associé unique ou des associés.

Si tous les associés de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée générale de l'associé unique ou des associés et considèrent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour, alors l'assemblée générale de l'associé unique ou des associés peut se tenir sans convocation préalable.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

18. Droits de vote des associés, Quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

19. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

20. Comptes annuels. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance arrêtera les comptes annuels de la Société qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale de l'associé unique ou des associés.

21. Distribution des bénéfices, Réserves. Il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui sont affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société, et il deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale descend en dessous du seuil de 10% (dix pour cent) du capital social de la Société.

L'assemblée générale annuelle des associés décide de l'affectation des résultats annuels, ainsi que la distribution de dividendes, le cas échéant, conformément à cet article 18.

L'associé ou les associés ainsi que le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourront, sous réserve des dispositions légales applicables, décider de verser un dividende intérimaire au moyen des profits et réserves distribuables, y compris la prime d'émission.

22. Liquidation. La liquidation de la Société ne peut être décidée que par la majorité des Associés représentant les trois quarts du capital social de la Société.

La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations

23. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une stipulation spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature, dus par la Société en raison du présent acte, sont évalués à mille trois cents Euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et a en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte a été rédigé en français suivi d'une version anglaise et qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par ses noms, prénoms, statut civil et résidence, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 4 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41225. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014142012/714.

(140161634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Antwun S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 115.634.

L'an deux mille quatorze, le neuf septembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ANTWUN S.A.", établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg en date du 20 mars 2006, publié au Mémorial C numéro 1221 du 24 juin 2006, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 115.634.

La séance est ouverte à 15.00 heures sous la présidence de Monsieur Philippe VANDERHOVEN, demeurant professionnellement à Bascharage,

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Monsieur Anthony THILLMANY, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette,

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1.- Transfert du siège social de la société de L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie à L-4963 Clémency, 9bis, Rue Basse et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des versions françaises et anglaises des statuts.

2.- Constatation et acceptation de la démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction.

3.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

4.- Divers.

II.- Qu'il résulte d'une liste de présence que les MILLE (1.000) actions sans valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (€ 2.500.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée; cette liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est en conséquence régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et, après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faïencerie à L-4963 Clémency, 9bis, Rue Basse et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des versions françaises et anglaises des statuts qui auront la teneur suivante:

Version française:

"Le siège social est établi à Clémency",

Version anglaise:

"The registered office is established in Clémency".

Les autres alinéas de l'article 2 restent inchangés.

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate et accepte la démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction, à savoir la société BG Consulting S.à r.l. et leur accorde bonne et valable quittance et décharge pour toutes les opérations effectuées jusqu'en date de ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée générale nomme en qualité de commissaire aux comptes, la société anonyme «ACCOUNTIS S.A.», inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B146.381.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle de 2020.

Frais

Tous les frais et honoraires, quels qu'ils soient, dus en vertu des présentes sont à la charge de la société.

DONT ACTE, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: VANDERHOVEN, THILLMANY, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10/09/2014. Relation: EAC/2014/12109. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 12/09/2014.

Référence de publication: 2014142598/63.

(140162459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Bernard Beerens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35/37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 188.402.

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit juillet,

par-devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de BERNARD BEERENS S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 188.402 (la Société). La Société a été constituée le 26 juin 2014 suivant un acte notarié non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

A comparu

Maître Bernard Beerens, Avocat à la Cour, né le 15 février 1978 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg (l'Associé Unique),

L'Associé Unique a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales du capital social émis par la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0,01) par part sociale à un montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) par l'émission d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0,01) par part sociale, lesquelles ont les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts sociales existantes.

2. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social telle que décrite au point 1. ci-dessus par voie de paiement en nature.

3. Modification subséquente de l'article huit (8) des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter l'augmentation du capital social adoptée au point 1. ci-dessus.

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout gérant de la Société (chacun un Représentant Autorisé), chacun individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

5. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter et par la présente augmente le capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) dans le but de porter le capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0,01) par part sociale à un montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) par l'émission d'un million deux cent cinquante mille (1.250.000) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0,01) par part sociale, lesquelles ont les mêmes droits et obligations que ceux attachés aux parts sociales existantes.

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante ainsi que la libération intégrale de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique déclare qu'il souscrit à un million deux cent cinquante mille (1.250.000) nouvelles parts sociales et de libérer entièrement lesdites parts sociales par un apport en nature de toutes les parts sociales (les Parts) que l'Associé Unique détient dans le capital social de BEERENS & AVOCATS S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 35/37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 178.986 (la Filiale), lesdites Parts ayant une valeur d'un montant d'au moins douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

L'apport en nature des Parts d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) de l'Associé Unique à la Société sera affecté au compte capital social nominal de la Société.

L'évaluation de l'apport en nature des Parts est documentée par un certificat émis à la date ci-dessus par l'Associé Unique et pris en considération et approuvé par la gérance de la Société. Il résulte de ce certificat que, à la date dudit certificat:

- l'Associé Unique est le propriétaire des Parts;
- les Parts sont intégralement libérées et l'Associé Unique est le seul ayant droit des Parts et a le pouvoir de disposer des Parts;
- fondé sur les principes comptables généralement acceptés, la valeur des Parts apportées à la Société est au moins de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-);
- conformément au droit applicable et aux statuts de la Filiale, l'apport des Parts apportées à la Société a été approuvé par les associés de la Filiale et les Parts sont donc cessibles par l'Associé Unique à la Société;
- aucune des Parts n'est grevée d'un nantissement ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur les Parts et aucune des Parts n'est sujette à une telle opération;
- il n'existe aucun droit de préemption, ni un autre droit en vertu duquel une personne est autorisée à demander que les Parts lui soient cédées; et
- toutes les formalités requises afin de céder la propriété légale et économique des Parts à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique dès réception d'une copie certifiée de l'acte notarié documentant l'apport des Parts de l'Associé Unique à la Société.

Troisième résolution:

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article huit (8) des Statuts afin de refléter les modifications ci-dessus de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 8.** Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) représenté par deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euros (EUR 0,01) chacune.

Le montant du capital de la Société peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.”

Quatrième Résolution:

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, pour procéder pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, sont estimés approximativement à la somme de mille trois cents euro (EUR 1.300).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénoms usuels, état civil et demeure, ladite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Beerens, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 1^{er} août 2014. REM/2014/1680. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

148010

Mondorf-les-Bains, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142629/98.

(140162553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

ANTS S.à r.l., Alternative Natural Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4553 Niederkorn, 54A, rue Franz Erpelding.

R.C.S. Luxembourg B 190.148.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze,

Le quatre septembre,

Par-devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

La société à responsabilité limitée MS_consult S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-4553 Niederkorn, 54A, rue Franz Erpelding, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 144 267,

ici représentée par Monsieur Thierry HOUBEN, né à Liège (Belgique) le 23 juin 1951, demeurant à L-4553 Niederkorn, 54A, rue Franz Erpelding.

agissant en sa qualité de gérant technique, nommé à ces fonctions suivant assemblée générale extraordinaire en date du 6 février 2009, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 8 avril 2009 sous le numéro 766.

Laquelle comparante, ainsi représentée, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle va constituer par les présentes:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Elle comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales; elle peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de cession ou de transmission totale ou partielle desdites parts ou de création de parts nouvelles, puis redevenir société unipersonnelle par la réunion de toutes les parts en une seule main.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet social, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, pour compte propre ou pour compte de tiers, toutes opérations généralement quelconques se rapportant à l'importation, l'exportation, la distribution, l'achat, la vente, la promotion, la commercialisation et la représentation de marchandises diverses en marque propre ou en marque de distribution dans le monde ainsi que toute activité se rapportant à la communication, le conseil en communication et commercialisation, le management et le coaching.

Elle a également pour objet la conception, la création, et la fabrication de produits en vue de leur commercialisation dans le monde.

En outre elle pourra s'intéresser à toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise. Cette énumération est énonciative et non limitative et doit être interprétée dans son acception la plus large.

D'une façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société prend la dénomination de «Alternative Natural Trade Solutions S.à r.l.» en abrégé «ANTS S.à r.l.».

Art. 5. Siège social. Le siège de la Société est établi à Niederkorn; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou des associés, selon le cas. Il peut être transféré à l'intérieur de la même commune par une décision du gérant ou conseil de gérance.

Des succursales ou bureaux pourront être établis partout, au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.- €) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-quatre euros (124.- €) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés; en cas de pluralité d'associés toute part sociale donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou héritiers de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Au cas où une part est détenue en usufruit et en nue-propriété, le droit de vote sera exercé en toute hypothèse par l'usufruitier.

Art. 10. Cession et transmission des parts.

1. Cessions et transmissions en cas d'associé unique.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

2. Cessions et transmissions en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises soit à des descendants soit au conjoint survivant.

Dans les cas où la cession ou transmission de parts est soumise à l'agrément des associés restants, ces derniers ont un droit de préférence pour le rachat des parts à céder, en proportion du nombre de parts qu'ils possèdent au moment de la cession. En cas de l'exercice de leur droit de préférence par les associés restants et en cas de désaccord sur le prix de rachat, le prix de rachat des parts sociales se calcule sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la Société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

Art. 11. Décès, incapacité, faillite ou déconfiture de l'associé ou de l'un des associés. Le décès, l'incapacité, la mise en tutelle ou en curatelle, la faillite, la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non-associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Le ou les gérants représentent, de même, la Société en justice soit en demandant, soit en défendant.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée, soit dans les statuts, soit par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Dans ce dernier cas, l'associé unique ou l'assemblée générale, lors de la nomination du ou des gérants, fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité de gérants, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale pourra décider la révocation du gérant sans qu'il soit besoin d'une décision judiciaire à cet effet. La révocation pourra être décidée, non seulement pour des causes légitimes, mais encore pour toutes raisons, quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine de l'associé unique

ou des associés. Le gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération du gérant.

Art. 13. Le décès du gérant, associé ou non, sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause du gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 14. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société. Simple mandataire il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 15. Décisions de l'associé ou des associés.

1. Lorsque la Société ne compte qu'un associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés.

Les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, à moins que la loi ou les présents statuts n'en disposent autrement.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 17. Inventaire - Bilan. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi. Tout associé peut prendre au siège social communication de l'inventaire et des comptes annuels.

Art. 18. Répartition des bénéfices. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, résultant des comptes annuels constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprend du moment que ce dixième est entamé.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou l'assemblée générale des associés.

Art. 19. Dissolution - Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite pour un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Disposition générale. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts l'associé unique ou les associés, selon le cas, se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente-et-un décembre 2014.

Souscription et paiement

Les cent parts sociales (100) ont été entièrement souscrites et intégralement libérées par un versement en espèces, attribuées en totalité à l'associée unique, la société à responsabilité limitée MS_consult S.à r.l., prénommée, en rémunération de son apport, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constataion.

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais.

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à mille cent euros (1.100.- €).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, l'associée unique, la société à responsabilité limitée MS_consult S.à r.l., prénommée, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique pour une durée indéterminée:

- La société à responsabilité limitée MS_consult S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-4553 Nieder Korn, 54A, rue Franz Erpelding, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 144 267.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique.

Deuxième résolution

Le siège social de la Société est fixé à L-4553 Nieder Korn, 54A, rue Franz Erpelding.

Avertissement

Avant la clôture du présent acte, le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention de la constituante sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée dans une langue de lui connue au représentant de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. HOUBEN, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 9 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12012. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 12 septembre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014143184/175.

(140163430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Alcmene S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 512.600,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 188.692.

In the year two thousand fourteen, on the second day of the month of September.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

LIGHTSPEED RETAIL INC., a corporation governed by the laws of Canada, having its registered office at 7049 St-Urbain, Montreal, Quebec, Canada H2S 3H4, incorporated under number 4292901 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs Sophie HENRYON, private employee, professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

1. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

2. The appearing party declares that it is the sole shareholder of Alcmene S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 48 Boulevard Grand Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 188.692 (the "Company").

3. The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary resident in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, dated 20 July 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have not been amended since its incorporation.

5. The appearing party, represented as above mentioned, has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda (the "Agenda"):

Agenda:

1. Waiver of the convening formalities.

2. Amendment of paragraph 3 of article 7 of the articles of association of the Company so that it reads as follows:

"In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only, provided that it is initiated from Luxembourg. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote."

3. Amendment of paragraph 8 of article 7 of the articles of association of the Company so that it reads as follows:

"In case of exceptional circumstances only, the board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager."

4. Increase of the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to an amount of five hundred and twelve thousand six hundred Euro (EUR 512,600.-) represented by five hundred and twelve thousand six hundred (512,600) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

5. Issuance with payment and allocation of (i) four million four hundred and ninety-eight thousand seven hundred and forty Euro (EUR 4,498,740.-) to the Company's share premium account, (ii) fifty-one thousand two hundred and sixty Euro (EUR 51,260) to the Company's legal reserve and (iii) five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) to the Company's nominal share capital account, of five hundred thousand (500,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, having an aggregate subscription price of five million fifty thousand Euro (EUR 5,050,000.-) and bearing the same rights and privileges as those attached to the existing shares (the "New Shares").

6. Subscription to the New Shares by the Sole Shareholder, by way of a contribution in cash in the aggregate amount of five million fifty thousand Euro (EUR 5,050,000.-) (the "Subscription Price") and allocation of the New Shares to the Sole Shareholder;

7. Amendment of article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the resolutions to be adopted under items 4. and 5. above, as follows:

" Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at five hundred and twelve thousand six hundred euro (EUR 512,600.-) divided into five hundred and twelve thousand six hundred (512.600) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable."

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder expressly waives any and all requirements with respect to convening at the present meeting, the Sole Shareholder represented at the present meeting as stated above considering itself as duly convened and declaring having a due and perfect knowledge of the Agenda which was communicated to it in advance.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend paragraph 3 of article 7 of the Articles, which shall from now on read as follows:

"In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only, provided that it is initiated from Luxembourg. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote."

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend paragraph 8 of article 7 of the Articles, which shall from now on read as follows:

"In case of exceptional circumstances only, the board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager."

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to increase the share capital of the Company by an amount of five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand six hundred Euro (EUR 12,600.-) represented by twelve thousand six hundred (12,600) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, to an

amount of five hundred and twelve thousand six hundred Euro (EUR 512,600.-) represented by five hundred and twelve thousand six hundred (512,600) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

Fifth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to issue the New Shares, i.e. five hundred thousand (500,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, and bearing the same rights and privileges as those attached to the existing shares, with payment of (i) four million four hundred and ninety-eight thousand seven hundred and forty Euro (EUR 4,498,740.-) to be allocated to the Company's share premium account, (ii) fifty-one thousand two hundred and sixty Euro (EUR 51,260) to be allocated to the Company's legal reserve and (iii) five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) to be allocated to the Company's nominal share capital account, as further described under the sixth resolution below.

Sixth resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to accept and record the following intervention, subscription to and full payment of the share capital increase referred to under the fourth and fifth resolutions above as follows:

Subscription / Payment

The Sole Shareholder, represented as stated above, intervenes and hereby declares to:

- (a) subscribe to all the New Shares; and
- (b) fully pay up the New Shares by way of a contribution in cash of the Subscription Price, i.e. five million fifty thousand Euro (EUR 5,050,000.-).

The Subscription Price is forthwith at the free disposal of the Company.

The Sole Shareholder RESOLVES to allocate the Subscription Price as follows:

- (a) five hundred thousand Euro (EUR 500,000.-) shall be allocated to the nominal share capital account of the Company;
- (b) fifty-one thousand two hundred and sixty Euro (EUR 51,260) shall be allocated to the legal reserve account of the Company; and
- (c) four million four hundred and ninety-eight thousand seven hundred and forty Euro (EUR 4,498,740.-) shall be allocated to the share premium account of the Company.

Seventh resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the article 5 of the Articles, so as to reflect the fourth and fifth resolutions adopted above, as follows:

" Art. 5. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at five hundred and twelve thousand six hundred euro (EUR 512,600.-) divided into five hundred and twelve thousand six hundred (512.600) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable".

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le deuxième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché du Luxembourg,

A comparu:

LightSpeed Retail Inc., une société régie par le droit du Canada, ayant son siège social à 7049 St-Urbain, Québec, Canada 2H5 3H4, et enregistrée sous le numéro 4292901 ("Associé Unique"),

ici représentée par Madame Sophie HENRYON, employée privée, résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous-seing privé.

1. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise à l'enregistrement.

2. La partie comparante déclare qu'elle est l'associé unique de Alcmene S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 48 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, avec un

capital social de douze mille six cent Euro (12.600,- EUR), et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 188.692 (la "Société").

3. La Société a été constituée par un acte de Maître Cosita Delvaux, précité, en date du 20 juillet 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

4. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont jamais été modifiés depuis sa constitution.

5. La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a reconnu être entièrement informée des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant (l'"Ordre du Jour"):

Ordre du jour

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Modification du paragraphe 3 de l'article 7 des statuts de la Société pour qu'il lise comme suit:

"Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique, à condition que cette dernière soit initiée depuis Luxembourg. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter."

3. Modification du paragraphe 8 de l'article 7 des statuts de la Société pour qu'il lise comme suit:

"En cas de circonstances exceptionnelles uniquement, le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant."

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille Euro (500.000,-EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille six cent Euro (12.600,- EUR), représenté par douze mille six cent (12.600) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, à un montant de cinq cent douze mille six cent Euro (512.600,- EUR), représenté par cinq cent douze mille six cent (512.600) parts sociales, d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.

5. Emission avec paiement et allocation de (i) quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent quarante Euro (4.498.740,- EUR) au compte de prime d'émission de la Société, (ii) cinquante et un mille deux cent soixante Euro (51.260,- EUR) à la réserve légale de la Société et (iii) cinq cent mille Euro (500.000,- EUR) au compte de capital social nominal de la Société, de cinq cent mille (500.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, ayant un prix total de souscription de cinq millions cinquante mille Euro (5.050.000,- EUR) et ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes (les "Nouvelles Parts Sociales").

6. Souscription des Nouvelles Parts Sociales par l'Associé Unique, au moyen d'un paiement en numéraire d'un montant total de cinq millions cinquante mille Euro (5.050.000,- EUR) (le "Prix de Souscription") et allocation par la Société des Nouvelles Parts Sociales à l'Associé Unique;

7. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions devant être adoptées dans le cadre des points 4. et 5. ci-dessus, de la façon suivante:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à cinq cent douze mille six cent euros (512.600,- EUR) divisé en cinq cent douze mille six cent (512.600) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable".

L'Associé Unique a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique renonce expressément aux formalités de convocation à la présente assemblée, l'Associé Unique représenté à la présente assemblée comme indiqué ci-avant, se considérant comme dûment convoqué et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du Jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier le paragraphe 3 de l'article 7 des Statuts de la façon suivante:

"Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec

les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique, à condition que cette dernière soit initiée depuis Luxembourg. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter."

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier le paragraphe 8 de l'article 7 des Statuts de la façon suivante:

"En cas de circonstances exceptionnelles uniquement, le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et un extrait pourra être émis sous la signature individuelle de chaque gérant."

Quatrième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinq cent mille Euro (500.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille six cent Euro (12.600,- EUR), représenté par douze mille six cent (12.600) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune, à un montant de cinq cent douze mille six cent Euro (512.600,-EUR), représenté par cinq cent douze mille six cent parts sociales, d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.

Cinquième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'émettre les Nouvelles Parts Sociales, c'est-à-dire cinq cent mille (500.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune et ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux parts sociales existantes, avec paiement de (i) quatre millions quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent quarante Euro (4.498.740,- EUR) devant être alloués au compte de prime d'émission de la Société, (ii) cinquante-et-un mille deux cent soixante Euro (51.260,- EUR) devant être alloués à la réserve légale de la Société et (iii) cinq cent mille Euro (500.000,- EUR) devant être alloués au compte de capital social nominal de la Société, comme précisé dans la sixième résolution ci-dessous.

Sixième résolution

L'Associé Unique DECIDE d'accepter et enregistrer les intervention, souscription et paiement de l'augmentation de capital indiquée aux quatrième et cinquième résolutions ci-dessus comme suit:

Souscription / Paiement

L'Associé Unique représenté comme ci-avant indiqué, intervient et déclare:

(d) souscrire à toutes les Nouvelles Parts Sociales; et

(e) payer et libérer l'intégralité des Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un apport en numéraire du Prix de Souscription, c'est-à-dire cinq millions cinquante mille Euro (5.050.000,- EUR).

Le Prix de Souscription se trouve dorénavant à la libre disposition de la Société.

L'Associé Unique DECIDE d'allouer le Prix de Souscription de la façon suivante:

(f) cinq cent mille Euro (500.000,- EUR) sont alloués au compte de capital social nominal de la Société;

(g) cinquante-et-un mille deux cent soixante Euro (51.260,- EUR) sont alloués au compte de réserve légale de la Société; et

(h) quatre million quatre cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent quarante Euro (4.498.740,- EUR) sont alloués au compte de prime d'émission de la Société.

Septième résolution

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'article 5 des Statuts afin de refléter les quatrième et cinquième résolutions adoptées ci-dessus, de la façon suivante:

" **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la Société est fixé à cinq cent douze mille six cent euros (512.600,- EUR) divisé en cinq cent douze mille six cent (512.600) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable."

Déclaration

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Krief, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils le 5 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11877. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014143183/262.

(140163524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Aerium Investment Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 190.143.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh day of August.

Before us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AERIUM INVESTMENT ADVISERS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 152.889, the corporate capital of which is fixed at EUR 12,500

here represented by Mr. Frederic Lahaye, with professional address at 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialed ne varietur by the mandatory of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in the future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

2.2. An additional purpose of the Company is the acquisition for its own account of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

2.3. The Company may further, in particular in relation to real estate properties, render administrative, technical, financial, economic or managerial services to other companies, persons or enterprises which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control of the same shareholders of the Company, or of managers or any other officer or agent of the Company, or of any such entities, or otherwise assist any such entities.

2.4. The Company may further borrow and/or lend funds, guarantee, grant any form of security for the performance of any obligations of the Company, or of any entity in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of managers or any other officer or agent of the Company, or of any such entities, or otherwise assist any such entities.

2.5. The Company may further act as a manager or director with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or any other corporate structures which are, directly or indirectly, controlled by the Company or which are, directly or indirectly, under the control or the same shareholders of the Company.

2.6. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of AERIUM INVESTMENT MANAGEMENT S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its partners.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25,00-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 11. The Company is managed by one or several managers, who need not be partners. If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

In case there is more than one Manager, the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers.

He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the Board of Managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all acts and operations consistent with the Company's purpose. The Manager, or as the case may be, the Board of Managers, may delegate his powers for specific purposes to one or several representatives.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the sole signature of any manager. Notwithstanding the above, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties only by the sole signature of one Class A Manager, or by the joint signatures of two Class B Managers, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 12. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by any one manager at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, or in the absence of a chairman, the board of managers may appoint another manager as chairman by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers and in case the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has decided to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers, the board of managers can deliberate or act validly only if at least a Manager of Class A and a Manager of Class B are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 13. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers or in case the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has decided to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers by a Manager of Class A and a Manager of Class B jointly. Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 14. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 15. The manager(s) do(es) not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for negligence or fault or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 16. The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners

Art. 17. Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's year commences on the 1st of January and ends on the 31st of December.

Art. 21. Each year on the 31st of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and payment

The five hundred (500) shares have been subscribed by AERIUM INVESTMENT ADVISERS S.à r.l., prenamed.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2015.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the Sole Partner

Then the sole partner, representing the entire subscribed capital and considering itself as fully convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be in L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves;
2. Is appointed manager of the Company for an indefinite period:

- Mr Franck RUIFY, born on 6th February 1971 in Casablanca (Morocco) and residing professionally at 49 Grosvenor Street, W1K 3HP, London (United Kingdom).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the attorney in fact of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-sept août.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

AERIUM INVESTMENT ADVISERS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.889, dont le capital social est fixé à EUR 12,500,

ici représenté par Monsieur Frederic Lahaye, demeurant professionnellement au 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée ci-après, «la Société», qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

2.2. Un objet supplémentaire de la Société est l'acquisition et la vente de biens immobiliers, pour son propre compte, soit au Grand-Duché de Luxembourg soit à l'étranger ainsi que toutes les opérations liées à des biens immobiliers, comprenant la prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés au Luxembourg ou à l'étranger dont l'objet principal consiste dans l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

2.3 La Société peut également, en relation avec les biens immobiliers, rendre des services administratifs, techniques, financiers, économiques et de management à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout gérant ou autre mandataire ou agent de la Société ou d'une telle entité, ou assister une telle entité de toute autre manière.

2.4. La Société pourra également emprunter et/ou accorder des prêts, toute forme de garantie, ou de sûreté pour l'exécution de toute obligation de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société ou de tout gérant ou autre mandataire ou agent de la Société ou d'une telle entité, ou assister une telle entité de toute autre manière.

2.5. La Société peut également agir en qualité de gérant ou d'administrateur avec une responsabilité illimitée ou limitée pour toutes les dettes et obligations de partnerships ou de toute autre structure de sociétés contrôlées directement ou indirectement par la Société ou qui sont directement ou indirectement sous le contrôle des actionnaires de la Société.

2.6. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de AERIUM INVESTMENT MANAGEMENT S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Niederanven.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500-) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,00-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Si plusieurs gérants sont nommés, les gérants constituent un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les gérants sont nommés par l'associé unique, ou le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée limitée ou illimitée de leur mandat. Les gérants sont nommés jusqu'à la nomination de leurs successeurs: ils peuvent être réélus au terme de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'associé unique, ou le cas échéant par une assemblée générale des associés.

Dans le cas d'une pluralité de gérants, l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de Classe A et des gérants de Classe B. Il (ils) peut (peuvent) être révoqués librement à tout moment par l'associé unique ou le cas échéant, l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant. Dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société est engagée envers les tiers en toutes circonstances, par la seule signature d'un gérant de la Classe A ou par la signature conjointe de deux (2) gérants de la Classe B, ou par la signature du ou des mandataire(s) à qui pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou le cas échéant par le conseil de gérance, dans les limites d'un tel pouvoir. Même après le terme de leur mandat, le (les) gérant(s) ont le devoir de ne pas divulguer d'information(s) sur la société qui pourrait nuire aux intérêts de la Société, à l'exception du cas où une telle divulgation d'information est requise par la loi.

Art. 12. Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité des gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance et dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 13. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants ou dans le cas où l'associé unique, ou le cas échéant l'assemblée générale des associés a nommé un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, par un gérant de Classe A et un gérant de Classe B conjointement. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice

ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 15. Le ou les gérant(s) ne contract(ent), à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

La Société indemniserà tout gérant ou fondé de pouvoir, ses héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs, des dépenses raisonnablement occasionnées par toutes actions ou tous procès auxquels il aura été partie en sa qualité de gérant ou fondé de pouvoir de la Société, ou pour avoir été, à la demande de la Société, gérant ou fondé de pouvoir de toute autre société dont la Société est actionnaire ou créditriche et par laquelle il ne serait pas indemnisé, sauf le cas où dans pareils actions ou procès il sera finalement condamné pour négligence ou faute ou mauvaise administration; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat conseil que le gérant ou fondé de pouvoir en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef du gérant ou fondé de pouvoir.

Art. 16. Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 18. Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 21. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et libération

AERIUM INVESTMENT ADVISERS S.à r.l., pré-mentionné, a souscrit les cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12,500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2015.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.500.-.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué, a tenu une assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves;
2. Est nommé gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Franck RUI MY, né le 6 février 1971 à Casablanca (Maroc) et résidant professionnellement au 49 Grosvenor Street, W1K 3HP, Londres (Royaume-Uni).

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de ladite partie comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. LAHAYE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. Relation: LAC/2014/40345. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143211/389.

(140163318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 580.000,00.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 81.833.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of August.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à.r.l. (the Meeting), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 81 833 (the Company).

The Company was incorporated on 5 April 2001 pursuant to a deed of Mr Jean-Joseph Wagner acting in replacement of Mr Gérard Lecuit, notary then residing in Hespérange, Grand-Duchy of Luxembourg, which deed was published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 1035 of 20 November 2001.

The articles of association of the Company (the Articles) have been amended several times and for the last time on 28 December 2006 pursuant to a deed of Me Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, which deed was published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 635 of 18 April 2007.

There appeared for an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of the Company:

- (1) AIG/Lincoln Western Europe (Spain) Limited Partnership, a company existing and organised under the laws of the State of Delaware, having its registered address at 2711 Centerville Road Suite 400, 19808 DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Spain)

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11th of August 2014.

- (2) AIG/Lincoln Western Europe (Italy) Limited Partnership, a company existing and organised under the laws of the State of Delaware, having its registered address at 2711 Centerville Road Suite 400, 19808 DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Italy)

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11th of August 2014.

- (3) AIG/Lincoln Western Europe (Retail) Limited Partnership, a company existing and organised under the laws of the State of Delaware, having its registered address at 2711 Centerville Road Suite 400, 19808 DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Retail)

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11th of August 2014.

and

- (4) AIG/Lincoln Eastern Europe (Hungary) Limited Partnership, a company existing and organised under the laws of the State of Delaware, having its registered address at 2711 Centerville Road Suite 400, 19808 DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Hungary)

here represented by Mr. Liridon ELSHANI, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11th of August 2014.

(each a Shareholder and together, being the Shareholders of the Company).

Such proxies after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing parties and by the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that all the 34,800 (thirty-four thousand eight hundred) shares all having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, divided into 11,100 (eleven thousand one hundred) Class A shares, 11,100 (eleven thousand one hundred) Class B shares, 11,100 (eleven thousand one hundred) Class C shares, 500 (five hundred) Class E shares, 500 (five hundred) Class F shares and 500 (five hundred) Class G shares, representing the entirety of the share capital of the Company amounting to eight hundred and seventy thousand Euros (EUR 870,000), are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Creation of a non-distributable special capital account reserve in the Article of Association of the Company;
3. Amendment of articles 17 of the Articles of Association of the Company;
4. Redemption of the 11,100 (eleven thousand one hundred) Class C shares of the Company having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, held by AIG/L Italy in consideration for a repurchase price of EUR 4,964,741.40 (four million, nine hundred and sixty four thousand, seven hundred and forty one Euros and forty cents);
5. Redemption of the 500 (five hundred) Class G shares of the Company having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euros) each, held by AIG/L Hungary in consideration for a repurchase price of EUR 1,035,211.98 (one million and thirty five thousand, two hundred and eleven Euros and ninety eight cents);
6. Subsequent cancellation of the eleven thousand one hundred (11,100) redeemed Class C shares of the Company and of the five hundred (500) redeemed Class G shares of the Company, correlative decrease of the share capital of the Company in order to bring it from the above amount of eight hundred and seventy thousand Euros (EUR 870,000) down to a new amount of five hundred and eighty thousand Euros (EUR 580,000);
7. Amendment of article 4 of the articles of the association of the Company;
8. Amendment of article 5 of the articles of the association of the Company;
9. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above mentioned changes with power and authority to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the Class C shares and Class G shares in the share register of the Company; and
10. Miscellaneous.

III. that the appearing parties have unanimously taken the following resolutions:

First resolution

All the share capital of the Company being present or duly and validly represented at the present Meeting, the Meeting expressly waives any requirement which may be contained in the articles of association of the Company (the Articles) or otherwise, with respect to the convening notices, the Shareholders present or duly and validly represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having had due and perfect knowledge of the Agenda which was communicated to them in advance of such Meeting.

Second resolution

The Shareholders resolve to create a non-distributable special capital account reserve under accounting group 115 under the Luxembourg Accounting Format (“Plan Comptable Normalisé”) and add the following wording in the article 17 of the Articles of Association: “Any reserves or accounts which are determined to be non-freely distributable shall only be distributed upon decision of the majority of shareholder(s) representing three quarters of the corporate share capital”

Third resolution

As a result of the foregoing resolution, the Meeting resolves to change the article 17 of the Articles of the Association of the Company, which will be henceforth read as follows:

" **Art. 17. Appropriate of profits - Reserves.** An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholders commensurate to their shareholding in the Company and subject to the terms of Article 5 hereof.

The general meeting of shareholders shall have the power to declare interim dividends.

Any reserves or accounts which are determined to be non freely distributable shall only be distributed upon decision of the majority of shareholder(s) representing three quarters of the corporate share capital.

Fourth resolution

After due consideration of the content of the interim financial statements of the Company which have been established by AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à.r.l. and are dated as at 30 June 2014 (the Financial Statements), the Shareholders resolve to proceed, in accordance with article 7 of the Articles, with the redemption of all of the eleven thousand one hundred (11,100) outstanding Class C shares of the Company, (the Redeemed C Shares);

The Shareholders resolve to repay to AIG/L Italy an aggregate amount of EUR 4,964,741.40 (four million, nine hundred and sixty four thousand, seven hundred and forty one Euros and forty cents) corresponding to the repurchase price of the Eleven thousand one hundred (11,100) Class C Shares of the Company (the Italy redemption Price) and to empower any member of the Board of Managers of the Company in order to operate the repayment to AIG/L Italy.

The Shareholders further acknowledge that the Italy Redemption Price paid by the Company for the purpose of the redemption of the Redeemed C Shares has been set in full compliance with both the Articles, and especially article 7 of the Articles, and the Luxembourg law governing commercial companies dated 10 August 1915, as amended.

Fifth resolution

The Shareholders resolve to proceed, in accordance with article 7 of the Articles, with the redemption of all of the five hundred (500) outstanding Class G shares of the Company, with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each (the Redeemed G Shares);

The Meeting resolves to repay to AIG/L Hungary an aggregate amount of EUR 1,035,211.98 (one million and thirty five thousand, two hundred and eleven Euros and ninety eight cents); corresponding to the repurchase price of the five hundred (500) Class G Shares of the Company (the Hungary redemption Price) and to empower any member of the board of managers of the Company in order to operate the repayment to AIG/Lincoln Hungary.

The Shareholders further acknowledge that the Hungary Redemption Price paid by the Company for the purpose of the Redemption of the Redeemed G Shares has been set in full compliance with both the Articles, and especially article 6 of the Articles, and the Luxembourg law governing commercial companies dated 10 August 1915, as amended.

Sixth resolution

Further to the adoption of the second and third resolutions, the Shareholders resolve (i) to proceed with the cancellation of the Redeemed C Shares and the Redeemed G Shares, and (ii) to subsequently reduce the Company's share capital from its current amount of EUR 870,000 (eight hundred and seventy thousand Euros) to EUR 580,000 (five hundred and eighty thousand Euros).

Seventh resolution

As a result of the foregoing resolution, the Meeting resolves to amend article 4 of the articles of the association of the Company, which will henceforth read as follows:

" **Art. 4. Capital.** The Company's subscribed and paid share capital is set at five hundred and eighty thousand Euro (EUR 580,000) divided into twenty-three thousand two hundred (23,200) shares having a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each, divided into the four following Classes of shares, namely:

1. Eleven thousand one hundred (11,100) Class A shares;
2. Eleven thousand one hundred (11,100) Class B shares;
3. Five hundred (500) Class E shares
4. Five hundred (500) Class F shares

The subscribed and paid share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Eighth resolution

As a result of the above resolutions, the Meeting resolves to amend article 5 of the articles of the association of the Company, which will henceforth read as follows:

" Art. 5. Shares. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence it being understood that the dividends and liquidation profit paid to the holder(s) of the Class A shares shall, after the deduction of a pro rata share of the Company's liabilities and to the extent of the existence of distributable profits, track the return on the (in)direct investment made by the Company in the real estate project known under the name of "San Fernando", it being also understood that the dividends and liquidation profit paid to the holder(s) of the Class B shares shall, after the deduction of a pro rata share of the Company's liabilities and to the extent of the existence of distributable profits, track the return on the (in)direct investment made by the Company in the real estate project known under the name of "Arese", and it being further understood that the dividends and liquidation profit paid to the holder(s) of the Class E shares shall, after the deduction of a pro rata share of the Company's liabilities and to the extent of the existence of distributable profits, track the return on the (in)direct investment made by the Company in the real estate project known under the name of "Campus-M", it being also understood that the dividends and liquidation profit paid to the holder(s) of the Class F shares shall, after the deduction of a pro rata share of the Company's liabilities and to the extent of the existence of distributable profits, track the return on the (in)direct investment made by the Company in the real estate project known under the name of "Fiumicino".

Ninth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above mentioned changes with power and authority to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the cancellation of the Class C and Class G shares in the share register of the Company.

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed are estimated to be approximately one thousand six hundred Euro (EUR 1,600.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt et un août.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à.r.l. (l'Assemblée Générale), une société à responsabilité limitée, constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché du Luxembourg, dont le siège social est sis au 41, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 81 833 (la Société).

La Société a été constituée le 5 avril 2001 suivant un acte notarié de Maître Jean-Joseph Wagner, remplaçant Maître Gérard Lecuit, notaire résidant à Hespérange, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1035 du 20 Novembre 2001.

Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois le 28 Décembre 2006 suivant un acte notarié de Maître Martine Schaeffer, notaire résidant à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 635 du 18 Avril 2007.

Ont comparu:

(1) AIG/Lincoln Western Europe (Spain) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A. (AIG/L Spain);

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, dont le domicile professionnel est situé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 août 2014.

(2) AIG/Lincoln Western Europe (Italy) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Italy);

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, dont le domicile professionnel est situé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 août 2014.

(3) AIG/Lincoln Western Europe (Retail) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Retail);

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, dont le domicile professionnel est situé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 août 2014.

et

(4) AIG/Lincoln Eastern Europe (Hungary) Limited Partnership, un limited partnership, constitué et existant conformément aux lois de l'état du Delaware, Etats-Unis, dont le siège social est sis 2711 Centerville Road 19808, DE Wilmington, U.S.A., (AIG/L Hungary);

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, dont le domicile professionnel est situé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 11 août 2014.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire soussigné, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés représentés comme indiqué ci-dessus, ont demandé au sous-signé notaire d'acter ce qui suit:

I. que la totalité des trente-quatre mille huit cent (34.800) parts sociales de la société, divisées en onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe A, onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe B, onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe C, cinq cents (500) parts sociales de Classe E, cinq cents (500) parts sociales de Classe F et en cinq cents (500) parts sociales de Classe G, ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune, représentant la totalité du capital social de la société s'élevant à huit cent soixante-dix mille euros (EUR 870.000) et qui sont présentes ou dûment et valablement représentées à l'Assemblée, qui est donc valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée a le contenu suivant (l'Ordre du Jour):

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Création d'une réserve du compte de capital spéciale non distribuable dans les Statuts de la Société
3. Modification de l'article 17 des Statuts de la Société;
4. Rachat des onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe C de la Société, ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune, détenues par AIG/L Italy pour un prix total de rachat de EUR 4,964,741.40 (quatre millions neuf cent soixante-quatre mille sept cent quarante et un euros quarante cents);
5. Rachat des cinq cents (500) parts sociales de Classe G de la Société, ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25) chacune, détenues par AIG/L Hungary pour un prix total de rachat de EUR 1.035.211,98 (un million trente-cinq mille deux cent onze euros quatre-vingt-dix-huit cents);
6. En conséquence, annulation des onze mille cents (11.100) Parts Sociales C rachetées de la Société et des cinq cents (500) Parts Sociales G rachetées, et ainsi diminution du capital social de la Société afin de le porter de son montant actuel de à huit cent soixante-dix mille euros (EUR 870.000) à un montant de cinq cent quatre-vingt Euros (EUR 580.000);
7. Modification de l'article 4 des Statuts de la Société;
8. Modification de l'article 5 des Statuts de la Société;
9. Modification du registre des associés de la Société pour tenir compte des changements intervenus avec pouvoir et autorité pour tout gérant de la Société de procéder au nom de la Société à l'enregistrement et l'annulation des parts sociales de catégorie C et G au registre de la Société; et
10. Divers.

III. que les parties comparantes ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant présente ou dûment représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce expressément aux formalités et conditions de convocation qui pourraient être stipulées dans les statuts de la société (les Statuts), les Associés présents ou dûment et valablement représentés à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués, déclarent avoir parfaite connaissance de l'Ordre du Jour qui leur a été communiqué préalablement à cette Assemblée.

Les Associés décident de créer une réserve spéciale par un compte spécial sur le capital de réserve non distribuable dans le groupe 115 de la comptabilité Luxembourgeoise ("Plan Comptable Normalisé") et d'ajouter la phrase suivante à l'article 17 des statuts: «Les réserves ou comptes qui sont jugés non librement distribuables ne peuvent être distribués uniquement sur décision de la majorité des actionnaires (s) représentant les trois quarts du capital social"

Troisième résolution

Suite à l'adoption de la résolution ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 17 des Statuts, qui aura désormais la teneur qui suit:

" **Art. 17. Distribution des bénéfices - Réserves.** Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à l'établissement de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Le solde peut être distribué aux associés en proportion de la participation qu'ils détiennent dans la Société. L'assemblée générale des associés a, sous réserve des dispositions légales applicables, le pouvoir de faire payer un ou

plusieurs dividendes intérimaires. Des réserves ou des comptes qui sont jugées non librement distribuable ne peuvent être distribués uniquement sur décision de la majorité des actionnaires (s) représentant les trois quarts du capital social.

Quatrième résolution

Après avoir considéré le contenu des comptes intérimaires de la Société établis par AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l au 30 Juin 2014 (les Comptes Intérimaires), les Associés ont décidé, en accord avec l'article 7 des Statuts, de procéder au rachat de l'intégralité des onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe C de la Société (les Parts Sociales C Rachetées).

Onze mille cent (11.100) parts sociales de Classe C de la Société, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, détenues par AIG/L Italy, seront rachetées par la Société pour un prix total de rachat de EUR 4.964.741,40 (quatre millions neuf cent soixantequatre mille sept cent quarante et un euros quarante cents) (le Italy Prix de Rachat). Les Associés décident de conférer pouvoir à tout membre du conseil de gérance de la Société de procéder au paiement à AIG/L Italy;

De plus, les associés prennent connaissance que le Italy Prix de Rachat, payé par la Société pour les besoins du Rachat des Parts Sociales C Rachetées a été fixé en plein accord, d'une part avec les statuts, et plus spécialement l'article 7 des statuts, et la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

Cinquième résolution

Après avoir considéré le contenu des comptes intérimaires de la Société établis par AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l au 30 Juin 2014 (les Comptes Intérimaires), les Associés ont décidé, en accord avec l'article 7 des Statuts, de procéder au rachat (le Rachat) de l'intégralité des cinq cents (500) parts sociales de Classe G de la Société (les Part Sociales G Rachetées)

Cinq cents (500) parts sociales de Classe G de la Société, avec une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, détenues par AIG/L Hungary, seront rachetées par la Société pour un prix total de rachat de EUR 1.035.211,98 (un million trente-cinq mille deux cent onze euros quatre-vingt-dix-huit cents) (le Hungary Prix de Rachat).

Les Associés décident de conférer pouvoir à tout membre du conseil de gérance de la Société de procéder au paiement à AIG/L Hungary.

Les associés de plus prennent connaissance que le Hungary Prix de Rachat, payé par la Société pour les besoins du Rachat des Parts Sociales G Rachetées a été fixé en plein accord, d'une part avec les statuts, et plus spécialement l'article 7 des statuts, et la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée.

Sixième résolution

Suite à l'adoption des deuxième et troisième résolutions, les Associés décident (i) de procéder à l'annulation des Parts Sociales C Rachetées et des Parts Sociales G Rachetées et (ii) de réduire le capital social de la Société afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de huit cent soixante-dix mille Euros (EUR 870.000) à un montant de cinq cent quatre-vingt mille Euros (EUR 580.000).

Septième résolution

Suite à l'adoption des résolutions ci-dessus, les Associés décident de modifier l'article 4 des Statuts, qui aura désormais la teneur qui suit:

" **Art. 4. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à cinq cent quatre-vingt mille Euros (EUR 580.000), représenté par et divisé en vingt-trois mille deux cents (23.200) parts sociales, ayant toutes une valeur nominale de vingt-cinq Euros et divisés en quatre Classes de parts, à savoir:

- onze mille cent (11.100) part sociales de Classe A;
- onze mille cent (11.100) part sociales de Classe B;
- cinq cents (500) parts sociales de Classe E;
- cinq cents (500) part sociales de Classe F.

Le capital souscrit et libéré pourra à tout moment être modifié par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications de statuts."

Huitième résolution

Suite à l'adoption des résolutions ci-dessus, les Associés décident de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts qui aura désormais la teneur suivante

« **Art. 5. Parts sociales.** Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif et des bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts existantes, étant entendu que les dividendes et le boni de liquidation payés au (x) détenteur(s) des parts sociales de Classe A pourront, après déduction du passif de la Société au prorata des parts sociales et dans la mesure où des bénéfices distribuables existent, suivre les profits réalisés sur l'investissement (in)direct fait par la Société dans le projet immobilier dénommé «San Fernando», étant en outre entendu que les dividendes et le boni de liquidation payés au(x) détenteur(s) des parts sociales de Classe B pourront, après déduction du passif de la

Société au prorata des parts sociales et dans la mesure où des bénéfices distribuables existent, suivre les profits réalisés sur l'investissement (in)direct fait par la Société dans le projet immobilier dénommé «Arese», étant en outre entendu que les dividendes et le boni de liquidation payés au(x) détenteur(s) des parts sociales de Classe E pourront, après déduction du passif de la Société au prorata des parts sociales et dans la mesure où des bénéfices distribuables existent, suivre les profits réalisés sur l'investissement (in)direct fait par la Société dans le projet immobilier dénommé «Campus-M», étant en outre entendu que les dividendes et le boni de liquidation payés au(x) détenteur(s) des parts sociales de Classe F pourront, après déduction du passif de la Société au prorata des parts sociales et dans la mesure où des bénéfices distribuables existent, suivre les profits réalisés sur l'investissement (in)direct fait par la Société dans le projet immobilier dénommé «Fiumicino».

Neuvième résolution

Les Associés décident de modifier le registre des associés de la Société pour tenir compte des changements intervenus avec pouvoir et autorité pour tout gérant de la Société pour procéder au nom de la Société à l'enregistrement et l'annulation des parts sociales de catégorie C et des parts sociales de catégorie G au registre de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui sont supportés par la Société en conséquence du présent acte sont estimés approximativement à mille six cents Euros (EUR 1.600,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte notarié est rédigé en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse du même mandataire de ces parties comparantes, en cas de divergences ou d'incohérences entre les versions anglaise et française du présent acte notarié, la version anglaise prévaudra entre lesdites parties.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date visée à l'entête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire des parties comparantes, ce dernier a signé avec le notaire le présent acte notarié.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 août 2014. Relation: LAC/2014/40094. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143217/335.

(140163124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Chazur Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 174.008.

L'an deux mille quatorze, le vingt-huit août.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Chazur Property SA" ayant son siège social à 18, rue de l'eau, L-1449 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 174 008, constituée suivant acte reçu le 21 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 406, du 19 février 2013.

L'Assemblée est présidée par Serge BERNARD, demeurant à Luxembourg (le «Président»).

Le Président nomme comme secrétaire et l'assemblée élit comme scrutateur de l'Assemblée (le «Secrétaire» et le «Scrutateur») Madame Geneviève BERTRAND, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur étant collectivement appelé le «Bureau».

Le Bureau ayant été constitué, le Président a déclaré et a requis le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence et les procurations, une fois signées par le Bureau, les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et que l'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour,

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Transfert de siège;
2. Modification subséquente de l'article correspondant des statuts;
3. Nominations statutaires;
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'Assemblée décide, avec effet au 18 août 2014 de transférer le siège de la société au 15, Rue Léon Laval L-3372 Leudelange.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Leudelange ».

Troisième résolution:

L'Assemblée nomme les administrateurs suivants pour une durée de six années consécutives:

- Mr Thierry Grosjean, administrateur, né le 03 août 1974 à Metz, demeurant professionnellement à 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange;
- Mme Claudia Schweich, administrateur, née le 01 août 1979 à Arlon, demeurant professionnellement à 15, rue Léon Laval, L-3372 Leudelange.

Pouvoirs

Les comparants donnent par la présente pouvoir à tout clerc et/ou employé de l'étude du notaire soussigné, agissant individuellement, afin de procéder suivant besoin à l'enregistrement, l'immatriculation, la modification, la radiation auprès du Registre des Sociétés ou la publication ou toutes autres opérations utiles ou nécessaires dans la suite du présent acte et, le cas échéant pour corriger, rectifier, rédiger, ratifier et signer toute erreur, omission ou faute(s) de frappe(s) au présent acte.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus aucun actionnaire ne désirant prendre la parole, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Rambrouch, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Bernard, Bertrand, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 02 septembre 2014. Relation: RED/2014/1928. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

p. Le Receveur (signé): Max Els.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 11 septembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2014142674/60.

(140162078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Summers Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 188.142.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 18 juillet 2014, que Monsieur Pierre Metzler, avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, a cédé douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société, soit la totalité des parts sociales de la Société à la société Platinum Equity Capital Partners International III (Cayman), L.P., une société en commandite, constituée selon le droit des Iles Cayman, ayant son siège social à Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands.

La société Platinum Equity Capital Partners International III (Cayman), L.P. devient donc l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145757/15.

(140165784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.